



ANNEXE 1

LETTRE DE SAISINE



France Stratégie
Courrier arrivé le : 04/06/2021
N° : 708 Paris le 27 MAI 2021

Monsieur le Commissaire général,

Le Gouvernement porte depuis plusieurs mois une feuille de route pour mettre le numérique au service de l'environnement. Cette stratégie d'actions concrètes répond à des préoccupations légitimes de la société, relayées notamment par la Convention Citoyenne pour le Climat. Elle s'articule autour de trois grands axes de travail :

- connaître pour mieux agir grâce à l'identification et la collecte de données précises, claires, objectives, sur les impacts réels, positifs et négatifs du numérique sur l'environnement ;
- soutenir un numérique plus sobre et plus responsable en réduisant son empreinte environnementale, des terminaux jusqu'aux usages et aux services numériques ;
- innover pour mettre le numérique au service de la transition écologique.

Dans le cadre du premier axe, nous travaillons à soutenir et appuyer des travaux d'experts afin d'objectiver l'empreinte environnementale du numérique et outiller l'action. C'est dans cette dynamique que, en parallèle de plusieurs études actuellement menées, une étude globale sur le développement des objets connectés notamment permis par les technologies nouvelles comme la 5G, va être lancée afin de mieux prendre en compte leurs effets.

Le Gouvernement souhaite confier le pilotage de cette étude à France Stratégie. Véritable projection dans un futur où la maison, la ville, l'agriculture, les machines et outils de production seront connectés, cette étude vise à analyser les principaux impacts des technologies de l'internet des objets, et notamment à partir de la 5G, sur :

- l'environnement, tant par leur empreinte écologique directe et indirecte que par leur contribution à la réduction des émissions de gaz à effet de serre en France ;

Monsieur Gilles de MARGERIE
Commissaire général
France Stratégie
Commissariat général à la stratégie
et à la prospective
20 avenue de Séur
75007 PARIS

- la vie quotidienne des Français, tant par leur **impact social** sur le développement des usages que par les **enjeux sociétaux** qu'ils soulèvent, notamment au regard de leur acceptabilité et de leurs conséquences sur les données personnelles et sur la vie privée.

En matière de livrables pour cette étude exigeante et ambitieuse, il sera attendu de vos travaux, qui devront être réalisés majoritairement sur la base de l'état des connaissances disponibles :

- un état de l'art des applications et des principaux usages identifiés à venir ainsi que de leur état de maturité à date, et ce dans une approche prospective à 5 ans ;
- un panorama des opportunités, des risques et des impacts potentiels de ces technologies dans la vie quotidienne des Français, dans les territoires et pour les entreprises, et sur l'environnement ;
- un panorama des différentes positions argumentées des parties prenantes et des représentants de la société civile sur ces technologies et leurs usages actuels et à venir ;
- une analyse et une synthèse des principales demandes d'action à destination du Gouvernement à l'aune des évolutions contextuelles prévues (régulation, législation, etc.) notamment pour identifier celles en passe d'être mises en œuvre ou qui pourront l'être ;
- des pistes d'action pour les décideurs publics permettant de mieux prendre en compte les futurs effets sociaux, sociétaux et environnementaux des objets connectés.

Pour mener à bien votre mission, vous êtes invités à vous appuyer sur un **comité d'experts** spécifiquement créé dont la **composition devra garantir la pluralité des points de vue et l'impartialité de l'étude**, que vous aurez la charge d'animer. Ce comité, pluridisciplinaire, composé de personnalités qualifiées de tous horizons, pourra notamment organiser des auditions d'experts pour alimenter son analyse. La Présidence du Comité sera assurée par une personnalité de votre choix qui sera le garant de l'impartialité des travaux.

Nous vous serions reconnaissants de nous faire part de vos résultats et des pistes d'action que vous proposerez, d'ici la fin d'année 2021, afin que le Gouvernement en tienne le plus grand compte dans les modalités de déploiement des futures technologies.

En vous assurant de notre totale confiance pour le pilotage de cette étude, nous vous prions de croire, Monsieur le Commissaire général, à l'assurance de notre considération distinguée.



Barbara POMPILI

Ministre de la Transition
écologique



Cédric O

Secrétaire d'Etat chargé de la
Transition numérique et des
Communications électroniques